

DECLARATION COMMUNE DES PARENTS D'ELEVES FCPE ET PEEP ET DES SYNDICATS D'ENSEIGNANT(E)S FSU ET SDEN-CGT

CDEN du 9/02/2007

L'éducation de notre département souffre de restrictions budgétaires depuis plusieurs années.

La dotation allouée ne permettra pas une amélioration du fonctionnement du service public d'éducation dans notre académie à la rentrée 2007.

Après les déclarations faites par les enseignants en Comité Technique, les parents d'élèves FCPE et PEEP et les syndicats enseignant(e)s FSU et SDEN-CGT ont dénoncé ensemble cette situation devant la salle du Conseil Départemental de l'Education Nationale du lundi 5 février 2007.

On nous oppose une baisse démographique dans le département, qui expliquerait les suppressions de postes et les fermetures de classes.

Il existe, d'une part, une trop grande disproportion entre la perte d'élèves et les postes supprimés.

D'autre part, le classement des 30 académies françaises en fonction de leur taux d'encadrement place notre académie en queue du classement, qui se retrouve :

- en 26^{ème} place sur 30, pour les collèges (24^{ème} l'année dernière)
- en 28^{ème} place pour les Lycées professionnels (26^{ème} l'an dernier),
- L'académie conserve sa 30^{ème} et dernière place pour les Lycées.

Enfin, notre académie accuse la perte de :

- 16 postes pour le premier degré,
- 190 postes pour le second degré,

La fermeture de 28 classes dans le 1^{er} degré, pour 8 ouvertures est annoncée.

A minima, le maintien du nombre des postes aurait permis à notre académie de ne pas reculer. Une dotation positive aurait permis d'améliorer le taux d'encadrement, d'améliorer les conditions de travail des personnels, d'accueil et de scolarisation des enfants.

Parents et enseignants s'insurgent contre l'affaiblissement du service public de l'éducation.

A la pénurie de moyens se conjugue la dévalorisation des missions de l'éducation : l'esprit de la loi Fillon que nous avons combattu, s'insinue dans les décrets et les textes. Est-il encore question d'égalité des chances, d'accès pour tous à la culture, voire d'ascenseur social ? Parents et enseignants déplorent l'ambition d'une école qui doit être comptabilisée en termes de performance.

Les citoyens de demain, qui ont à construire leur vie sociale et professionnelle, ne doivent pas voir leur avenir compromis par la destruction du service public de l'éducation, qui passe par des moyens toujours plus restreints et une ambition qualitative toujours plus nivelée par le bas.

Parents et enseignants ne veulent plus entendre qu'il faut faire plus avec toujours moins de moyens ; l'école et les enfants doivent obtenir les moyens qu'ils méritent.

Le plan de rattrapage en postes de l'académie, lancé en 1997, reste plus que jamais d'actualité. C'est un des sens de la grève du 8 février.